



# Economie agricole bretonne : analyse et propositions

Chambres d'Agriculture de Bretagne – Réseau Economique Régional

# Plan de la présentation



1/ L'agriculture et l'agroalimentaire en Bretagne :  
quelques chiffres

2/ Les marchés agricoles :

- > Lait : des prix catastrophiques
- > Porc : toujours pas de reprise
- > Légumes : des prix déprimés
- > Autres secteurs : viande bovine et lapin

3/ IAA bretonnes : quelques signes positifs

4/ Des demandes professionnelles claires

# L'Agriculture en Bretagne : quelques éléments de cadrage économique



- **8,2** milliards d'euros de productions agricoles en 2008
- Emploi : **73 000 actifs** (chefs d'exploitation et salariés)
  - **5,9 %** des emplois régionaux
- Exploitations : **37 600 entreprises** (2007)
- Des productions majeures :
  - **56 %** de la production **porcine** en France
  - **20 %** de la collecte française de **lait**
  - **34 %** de la production française de **poulet**
  - **40 %** de la production française de **dinde**

Sources : - Agreste – DRAAF Bretagne : *Statistique agricole annuelle 2008, Compte provisoires régionaux de l'agriculture 2008, Recensement agricole et Enquête structure des exploitations 2007*

# L'Agroalimentaire en Bretagne : quelques éléments de cadrage économique (2007)

- Chiffre d'Affaires : 18 milliards d'euros
  - 13% en France
  - 33% du CA de l'industrie bretonne
- Emploi : 68 000 salariés directs
  - 16% de l'agroalimentaire français
  - 36% de l'industrie bretonne
- Entreprises : 320 de plus de 20 salariés
- Exportations : 2,5 milliards d'euros
  - 32% des exportations totales bretonnes (2008)
- Investissements : 430 millions d'euros

# Le lait : des prix catastrophiques



- Un marché mondial qui ne représente que 7 % de la production mondiale
- La prédominance sur le marché de pays à production fluctuante (ex Océanie en 2007)
  - D'où un risque accru de volatilité des prix
- Flambée conjoncturelle des prix 2007 terminée
- Offre européenne importante (augmentation des quotas et incitation à produire créée par l'augmentation des prix 2007) mais également mondiale avec le retour de la Nouvelle-Zélande
- Parité €/ \$ défavorable aux produits européen

# Le lait : des prix catastrophiques

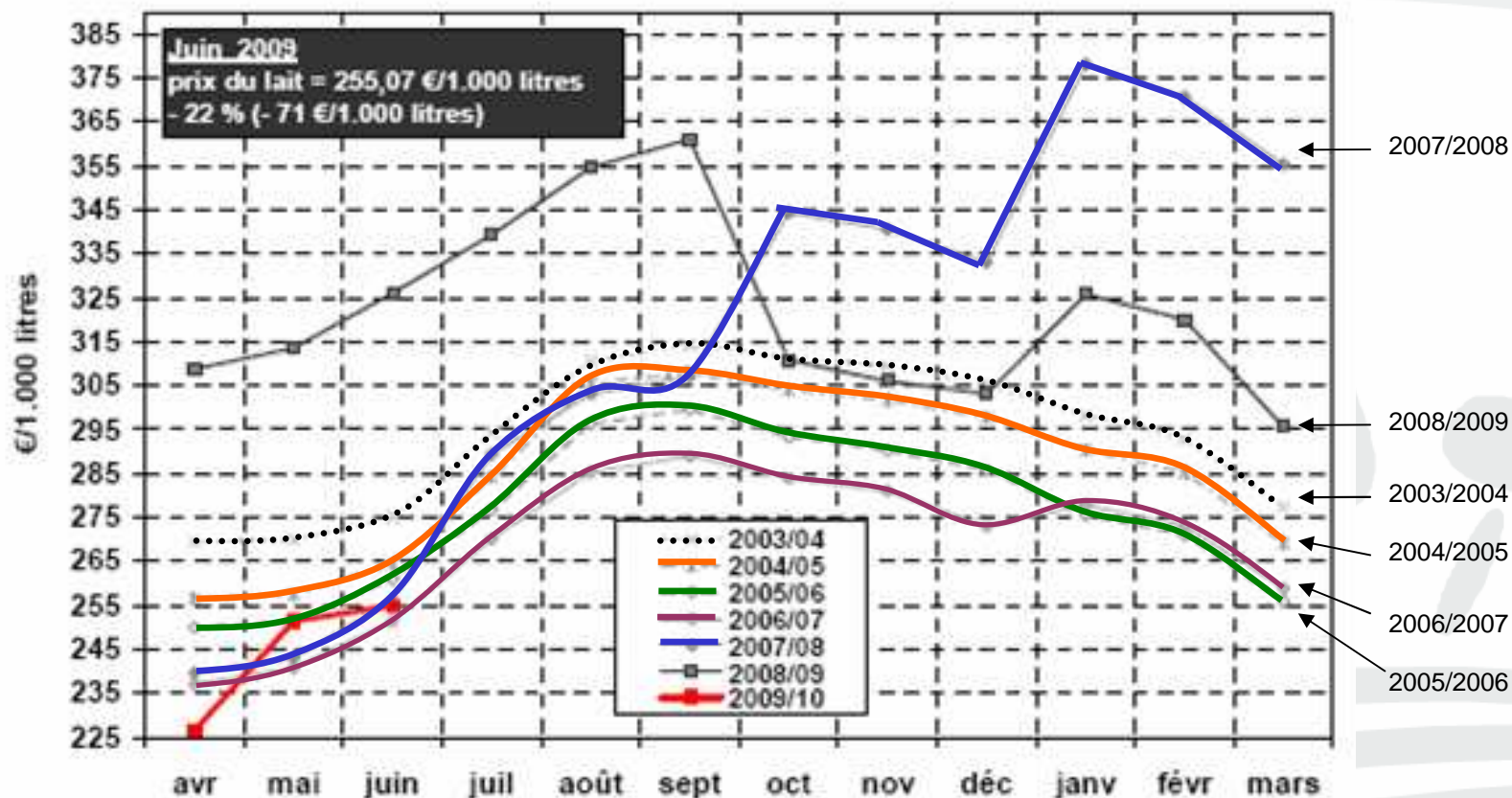


- L'UE réactive les outils de gestion des marchés à sa disposition : stockage privé dès janvier 2009 et intervention beurre-poudre début mars sans pouvoir infléchir sur le niveau de prix.
  - Une crise économique et financière qui fait baisser la consommation des produits laitiers déséquilibrant encore plus le rapport offre/demande au 1er trimestre 2009.
- ➔ Cocktail explosif expliquant la perte des marchés et la chute des prix.
- ➔ Effet ciseau entre la chute des prix du lait (-60 €/1000 L en 2009) et la hausse des charges (+10% soit +30 €/1000 L en un an). La capacité de résistance des exploitations est fortement entamée quelle que soit leur taille. Sans remontée du prix du lait, la chute des revenus va atteindre fin 2009, plus de 90 €/1000 L soit un revenu moyen de seulement 12 000 € par exploitant.

# Le lait : des prix catastrophiques



Prix du lait payé aux producteurs\*



Source : FranceAgriMer, sondage mensuel

\* Prix, toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32 g de MP)

Source : FranceAgriMer

# Marché du porc : toujours pas de reprise



- Une crise démarrée en décembre 2006 : deux années consécutives de déficit = 100 000 € de trésorerie négative accumulée pour un élevage moyen porc.
- Une crise financière générant des problèmes de couverture des risques de non paiement et des dévaluations monétaires non compensées par les subventions à l'export depuis août 2008
- 2009 était attendue comme une année de reprise obligatoire après deux années difficiles, en vain
- L'embellie saisonnière habituelle des prix attendue cet été n'a pas eu lieu. Les conditions climatiques de juillet n'ont pas favorisé la hausse habituelle de consommation qui n'a pas non plus été favorisée par la crise économique.
- Des concurrents européens agressifs sur le marché (Espagne, Allemagne ...) qui détiennent des avantages compétitifs (main d'œuvre).



# Marché du porc : toujours pas de reprise



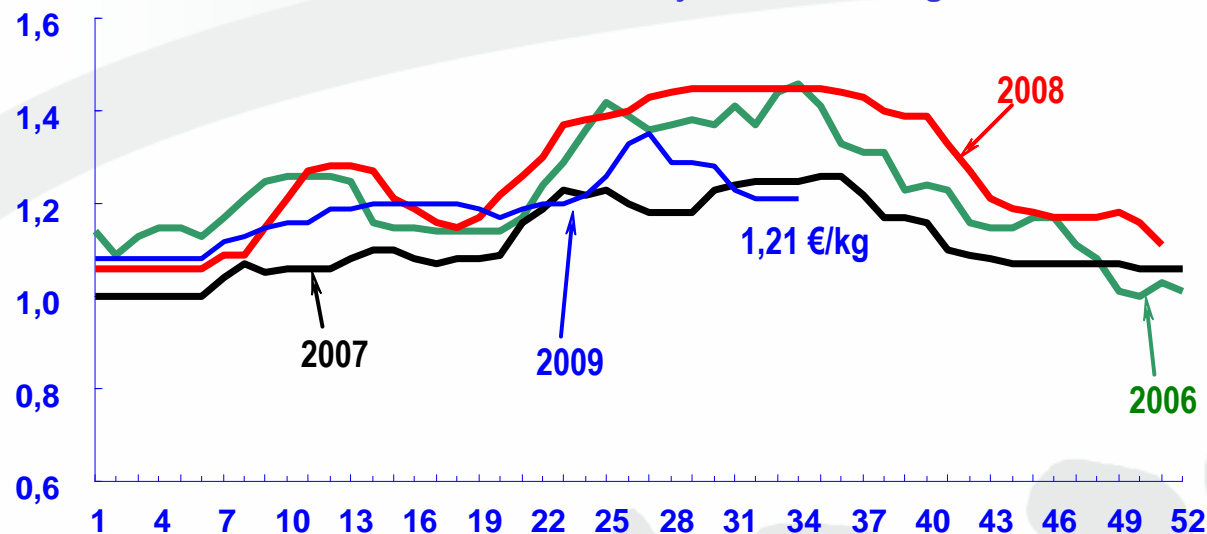
- Une offre européenne en baisse (-2,2% des abattages 2009/08) sous réserve de fiabilité des statistiques PECO
- Une offre mondiale à destination du Japon, de la Russie et la Chine assurée par les USA, le Canada et le Brésil
- La situation économique globale défavorable et le pouvoir d'achat des ménages en baisse
- L'évolution des parités monétaires qui font que les pays habituellement importateurs ont un potentiel d'achat amoindri.
- Un coût d'aliment qui baisse mais moins vite que le prix des matières premières

***Globalement, à la fin août 2009, la baisse de production dans les grands bassins mondiaux a été neutralisée par une réduction de la demande conséquence de la crise financière.***

# Marché du porc : toujours pas de reprise



Marché au cadran de Plérin le jeudi en Euros/kg



**2008**  
 Une remontée du prix du porc  
 mais dans un contexte de crise  
 « matières premières » qui  
 positionne le prix de l'aliment à  
 un niveau record (66% du coût de  
 production du porc)

**2009**  
 des prévisions du prix vers 1,15  
 à 1,18 €/kg pour un coût de  
 revient de 1,3 à 1,33 €/kg  
 (selon le CER France)

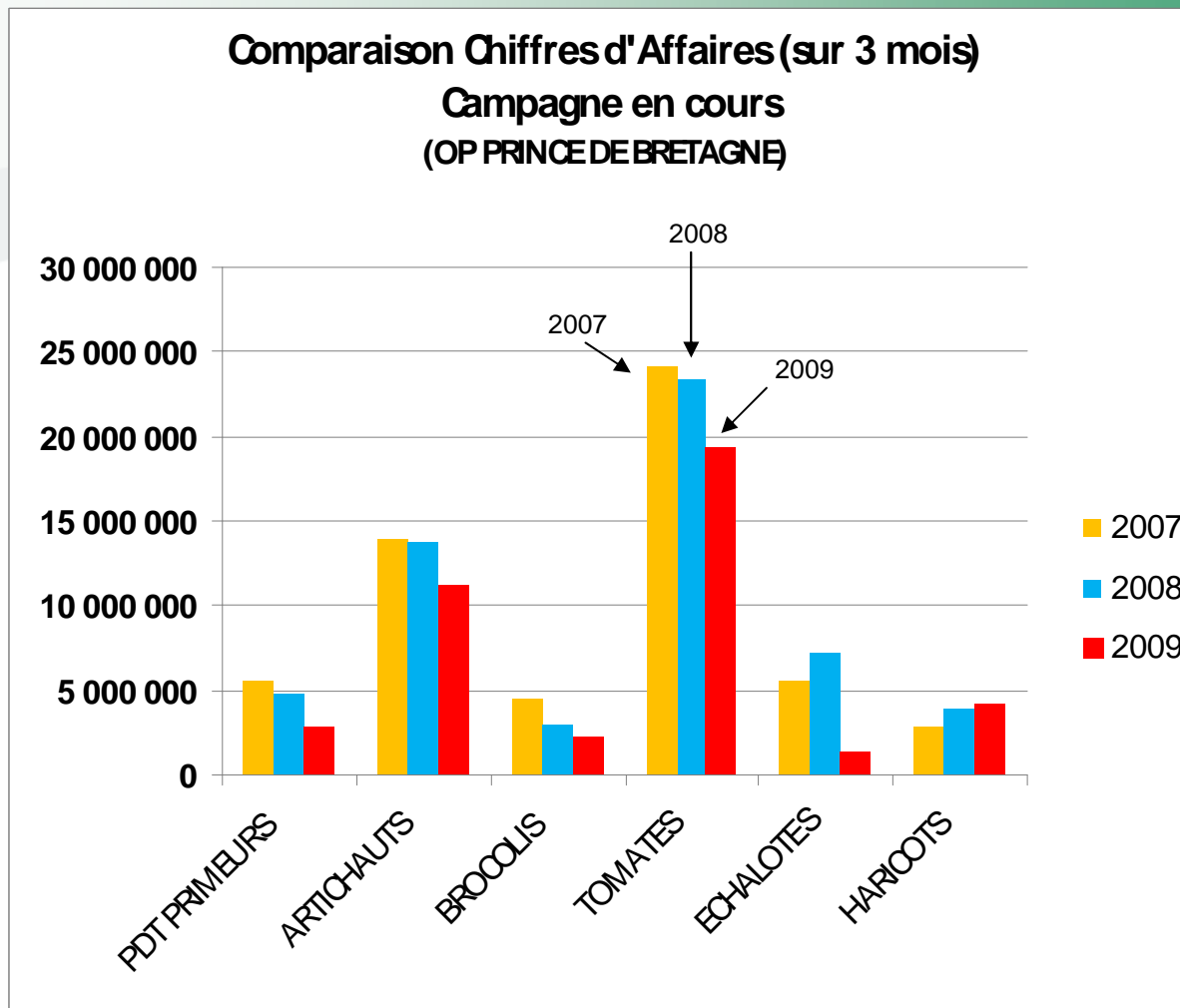
Source : FNSEA d'après MPB

# Légumes : des prix déprimés



- Depuis juin, la crise touche la plupart des fruits et légumes
- La crise est européenne : la fermeture du marché russe (barrières phytosanitaires et absence de garantie de paiement) a déstabilisé le marché européen qui est saturé.
- Difficultés conjoncturelles accentuées par l'insuffisance de l'organisation communautaire du marché et l'insuffisance de la charte de gouvernance mise en place au plan national
- Distorsions de concurrence importantes en Europe liées :
  - > aux coûts de main d'œuvre
  - > aux dévaluations monétaires
- Des coûts de production (énergie) supérieurs aux prix de vente en tomate

# Légumes : des prix déprimés



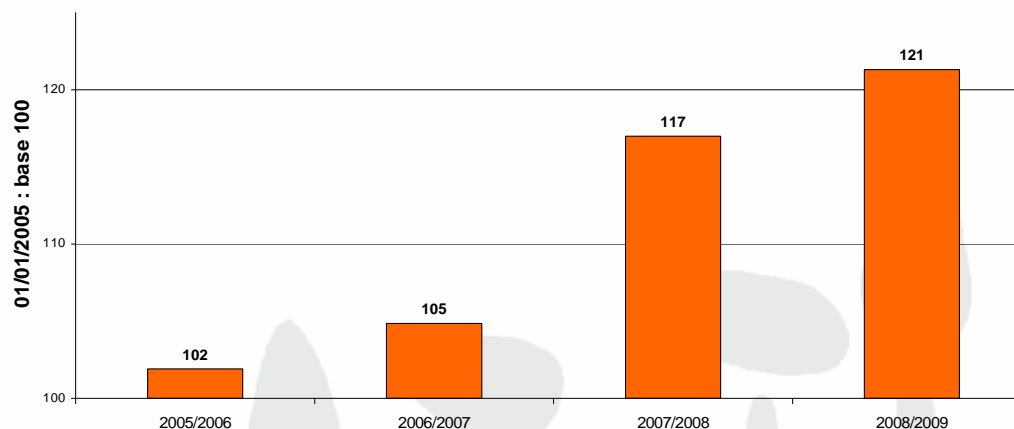
Des chiffres d'affaires en baisse pour 2008

# Autres secteurs : viande bovine, lapin et volailles



- Décapitalisation du cheptel allaitant lié à la baisse de la demande et à l'augmentation des charges de production

Evolution du niveau de charges - Exploitation Viande Bovine (source INSEE - IPAMPA)



- Baisse de consommation de viande de lapin et hausse des charges
- Volailles : Baisse observée des abattages en Bretagne. Des inquiétudes subsistent à plus long terme sur le renouvellement du parc bâtiment et l'approvisionnement des sites de transformation régionaux.



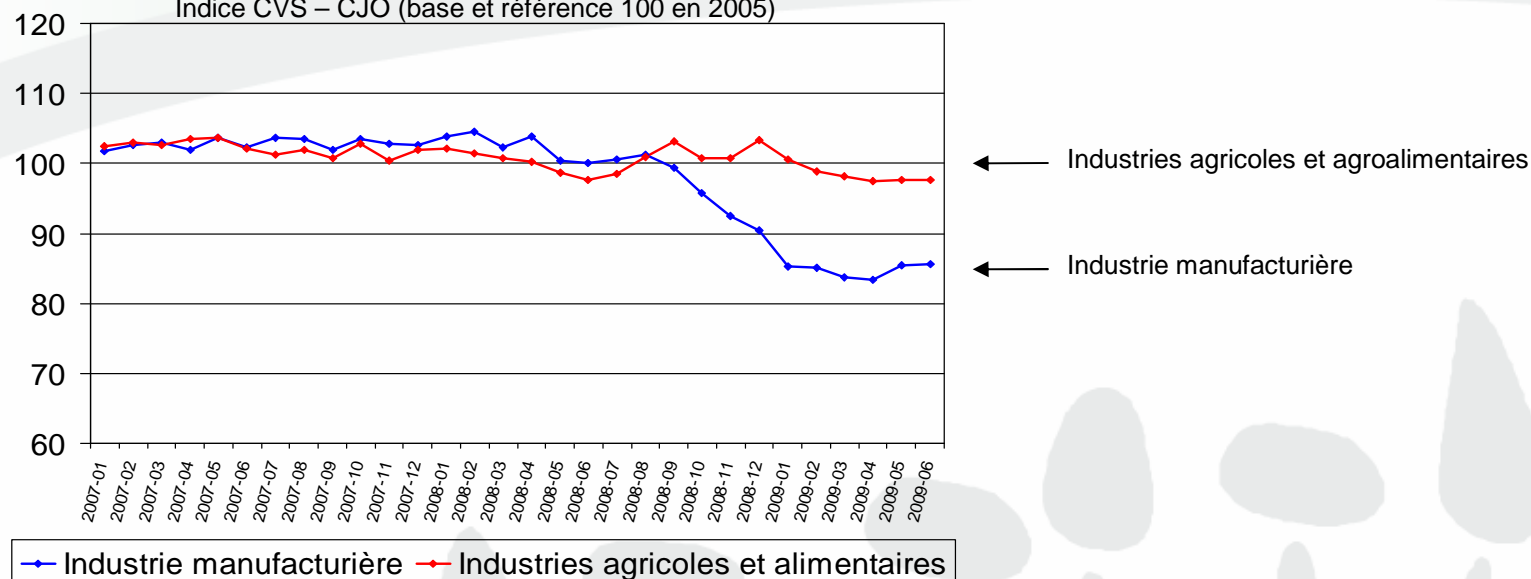
Sans amont, pas d'aval et inversement.  
Quid de la conjoncture des IAA bretonnes ?

# La baisse de la production dans les IAA semble se stabiliser



## Évolution de la production industrielle française

Indice CVS – CJO (base et référence 100 en 2005)



- Déjà en baisse au 4ème trimestre 2008 (avec un léger rebond en décembre), l'activité des IAA a poursuivi son repli au premier trimestre et semble se stabiliser depuis avril.
- Le recul de l'activité est cependant moins fort pour les IAA que pour l'industrie manufacturière.



# Les échanges surtout impactés par la baisse des exportations

- Dégradation du solde commercial des IAA françaises avec une baisse des exportations (-13 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009) nettement plus rapide que celle des importations. Baisse limitée à 8 % en Bretagne.
- Les baisses en valeur les plus marquantes sont observées pour les produits laitiers (-20%) et pour les viandes de volaille (-17%), en Bretagne.





# Des conséquences sur le chiffre d'affaires des IAA

- Relative tenue de la consommation des ménages en France.
  - Prix à la consommation en baisse de -1,1% sur un an, chiffre moyen masquant une forte baisse du prix des produits frais (-13,5% sur un an) et un léger renchérissement des produits alimentaires hors frais (+0,8% sur un an).
- ⇒ Le recul des exportations et la baisse des prix impactent le chiffre d'affaires des entreprises qui se replie nettement (-8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, contre +0,8% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008)



# Les IAA, un secteur de résistance pour l'emploi régional

- Bonne résistance des emplois de l'industrie agroalimentaire bretonne (+2,1% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, léger repli au 1<sup>er</sup> trimestre 2009).
- L'ajustement des besoins en main d'œuvre à la baisse de la production a été réalisé en réduisant le travail intérimaire. En avril 2009, baisse de 6% des intérimaires dans les IAA sur un an. Là aussi les IAA résistent mieux : -26% sur un an du travail intérimaire est observé au total en Bretagne dans l'ensemble des secteurs d'activités.



# Une conjoncture avec quelques signes positifs

- L'enquête de conjoncture réalisée en juillet auprès des entreprises agroalimentaires bretonnes par la Banque de France indique, même si des disparités existent là encore selon les secteurs, que :
  - la production poursuit son redressement sous l'effet d'une progression de la demande à l'export plus marquée
  - les carnets de commande restent cependant en deçà du niveau souhaité
  - les stocks quant à eux sont proches de la normale
  - À court terme, une nouvelle hausse de la production est escomptée.



Face à cette situation conjoncturelle  
difficile

La profession prend ses responsabilités  
et fait des propositions

# Des demandes professionnelles claires



- Lutter contre la tendance du « tout libéral » :  
*Les décisions bruxelloises et celles de l'OMC conduisent à la dérégulation et au démantèlement des outils de gestion des marchés*
  - Des engagements hélas clairs pris à Hong-Kong : réduction des soutiens internes, suppression des subventions à l'exportation, réduction des barrières tarifaires pour faciliter l'accès au marché
  - Un bilan de santé de la PAC balayant les outils de gestion (jachère, quotas, intervention...)

***Désengagement progressif de l'UE au niveau de la PAC et concessions à l'OMC compromettent un principe fondateur : l'indépendance alimentaire***

# Des demandes professionnelles claires



- Revisiter la préférence communautaire au nom de l'indépendance alimentaire, qui sera un enjeu de plus en plus stratégique avec l'accroissement de la population mondiale
- Bruxelles doit tirer les leçons de la crise financière : l'interventionnisme public et la régulation des marchés ne sont pas des gros mots face à l'ingérable volatilité des prix
- Le poids de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne ont permis de limiter les effets de la crise financière en Bretagne. N'est-ce pas l'occasion d'accompagner le tournant que l'agriculture doit amorcer ? De vraies attentes dans le cadre de la future Loi de Modernisation Agricole

# Des demandes professionnelles claires



- Assurer une transparence réelle des négociations commerciales de l'amont jusqu'à la distribution pour une juste répartition des marges
- Renforcer et améliorer la relation commerciale entre clients et fournisseurs pour sécuriser les débouchés des producteurs et sécuriser l'approvisionnement des transformateurs via un schéma contractuel équilibré permettant de gérer intelligemment l'offre pour la production comme pour la transformation
- Renforcer la structuration de la filière laitière et mieux organiser la production pour affronter le schéma laitier libéral imposé à Bruxelles

# Des demandes professionnelles claires



- Réutiliser les outils de gestion encore à disposition de Bruxelles à des fins de gestion de crise en activant par ex les restitutions en viande porcine pour gommer les effets d'une parité €/ \$ toujours défavorable
- Obtenir de Bruxelles qu'elle fixe enfin des règles communes applicables partout de façon identique. Comment peut-on notamment accepter que des Etats Membres accroissent leur production laitière au point d'alourdir les marchés et d'écraser les prix ?



# Des demandes professionnelles claires



- Bruxelles n'est pas responsable de tous les maux et Paris doit assumer ses responsabilités sur nombre de chantiers pour autant que la puissance agricole et agroalimentaire française reste une priorité :
  - régler avec Bruxelles la demande de remboursement d'aides du secteur légumier autrement qu'en pénalisant les producteurs non responsables,
  - remettre à plat le dossier de la taxe sur le transport routier,
  - veiller à ne pas commettre les mêmes erreurs avec une taxe carbone susceptible de pénaliser une économie qui a besoin de se redresser.

# Des demandes professionnelles claires



- Paris, avec l'appui de l'administration en Région, doit prendre la mesure des contraintes pesant sur l'agriculture bretonne.
- Oui à la protection de l'environnement pour les générations futures : il s'agit là d'une responsabilité collective de toute la société, pas seulement de la production agricole
- Mais apprendre enfin à prendre en compte l'économie en mettant en place une approche administrative cohérente en matière de restructuration pour nos élevages : c'est à ce prix qu'ils seront demain plus compétitifs tout en respectant les attentes de la société.



Merci de votre attention